

Communication de la société civile ivoirienne relative à l'« Alliance pour le Cacao Durable » – UE Cocoa Talks



30 juin 2022

Version anglaise ci-dessous

L'Union européenne a publié ce 28 juin 2022, la feuille de route issue des « Cocoa Talks » qu'elle organise depuis 2020 avec l'ensemble des parties prenantes à la filière cacao aussi bien en Europe que dans les pays producteurs de cacao. Cette feuille de route dénommée « [Alliance pour le cacao durable : Pour la durabilité économique, sociale et environnementale de la production et du commerce de cacao](#) » est le résultat d'un travail inédit de co-construction entre les décideurs publics, les ONGs, le secteur privé, en Europe et dans les pays producteurs.

Le Groupe de travail sur la transparence dans la filière cacao et la plateforme ivoirienne pour le cacao durable regroupant 30 ONGs et 35 Organisations professionnelles Agricoles (OPA), et représentant plus de 40 000 petits producteurs de cacao en Côte d'Ivoire se réjouissent d'avoir pris une part active à ces discussions de haut niveau depuis 2021.

En tant que représentant de ces groupes d'acteurs (ONGs et OPA), nous avons au cours de nos différentes participations à ces discussions, porté la voix et les préoccupations de nos communautés en particulier celles des petits producteurs de cacao. **Nous avons insisté à maintes reprises sur l'importance d'aborder la question du fonctionnement du marché et le mécanisme de fixation du prix du cacao, la nécessité d'une réforme de la filière pour davantage de transparence et l'importance de la mise en place d'un système de traçabilité assorti d'un mécanisme de contrôle robuste, crédible et transparent.** Sur tous ces sujets prioritaires pour la société civile, cette feuille de route mentionne des actions concrètes qui, si elles sont mises en œuvre, constitueraient une base solide pour une filière cacao durable.

Nous notons le fait que la question du prix et du fonctionnement du marché soit le premier point d'action de la feuille de route. Par ailleurs, la mise en place de deux groupes de travail pour réfléchir sur les aspects techniques de ces deux sujets cruciaux est pour nous, un signal important et montre à la fois une réelle prise de conscience collective et une volonté d'agir ensemble pour une filière cacao durable. Nous restons cependant vigilants quant à la composition de ces groupes de travail que nous espérons participatifs, inclusifs et transparents. **Concrètement, nous en appelons à un nombre équitable et juste de représentants des différentes parties prenantes tout en attirant l'attention sur la nécessité absolue d'avoir des représentants de la société civile nationale et des petits producteurs dans ces groupes de travail.**

Nous saluons également la poursuite du dialogue politique sur le cacao durable lancé en février 2021 en Côte d'Ivoire avec l'implication de l'ensemble des parties prenantes. La poursuite de ce dialogue politique est plus que nécessaire. Mais, si nous reconnaissons l'intérêt de ce cadre d'échange, **nous en appelons cependant à une réorganisation et à l'établissement d'une méthodologie appropriée de travail qui permette d'aborder les sujets techniques de façon approfondie. Il nous paraît indispensable de capitaliser sur le modèle des groupes de travail mis en place dans le cadre du processus de négociation de l'APV FLEGT entre la Côte d'Ivoire et l'Union européenne.**

Sur la traçabilité, nous aurions préféré que ce moment de réflexion collective soit l'occasion de faire émerger une entité indépendante en charge du sujet. Mais nous notons que le point sur la gouvernance, s'il est mis en œuvre, permettrait d'atteindre plus de transparence quel que soit l'acteur en charge de la mise en place et du suivi du dispositif de traçabilité. **Nous recommandons l'élaboration d'une annexe spécifique relative à la transparence à l'image de l'annexe dix (X) de l'APV FLEGT relative aux informations et documents à rendre public.**

Nous saluons enfin, le principe de mise en place d'un mécanisme de suivi de l'avancement de la mise en œuvre de cette feuille de route. Cependant, **nous souhaiterions qu'une évaluation semestrielle soit mise en place afin de permettre un meilleur suivi.**

Depuis janvier 2021, à la suite du lancement du dialogue politique entre la Côte d'Ivoire et l'Union européenne, les organisations de la société civile et des Organisations professionnelles agricoles se sont engagées à apporter leur contribution de manière constructive à ce processus. Nous sommes résolus à poursuivre cette démarche.

Cependant, il est important de rappeler que les petits producteurs, attendent énormément de ces discussions qui se présentent comme une lueur d'espoir pour la filière cacao en Côte d'Ivoire. La

volonté de produire du cacao sans déforestation ni travail des enfants, tout en procurant un revenu décent aux producteurs, fait partie intégrante des bonnes pratiques au sein des communautés en milieu rural. Certains producteurs, grâce notamment à la sensibilisation de la société civile, à des initiatives du secteur privé et à des appuis divers, se sont engagés dans des programmes d'agroforesterie et de création de forêts privées et/ou communautaires. **Nous demandons que cet élan soit accompagné de manière concrète et à l'échelle, avec des appuis techniques et financiers aux producteurs et à la société civile, pour faire de cette transition vers le cacao durable une réalité.**

Communication from the Working Group on Transparency in the Cocoa Sector on the Alliance for Sustainable Cocoa – UE Cocoa Talks

On June 28, 2022, the European Union published the roadmap resulting from the "Cocoa Talks" that it has been organizing since 2020 with all the stakeholders involved in the cocoa sector both in Europe and in cocoa-producing countries. This roadmap named "[Alliance for sustainable cocoa: For the economic, social and environmental sustainability of cocoa production and trade](#)" is the result of an unprecedented work of co-construction between public decision-makers, NGOs, the private sector, in Europe and in the producing countries.

The Working Group on Transparency in the Cocoa Sector and the Ivorian Platform for Sustainable Cocoa bringing together 30 NGOs and 35 Professional Agricultural Organizations (PAO) and representing more than 40,000 small cocoa producers in Côte d'Ivoire are delighted to having taken an active part in these high-level discussions since 2021.

As a representative of these groups of actors (NGOs and PAOs), we have, during our various participations in these open and frank discussions, brought the voice and concerns of our communities, in particular those of small cocoa producers. **We had repeatedly insisted on the importance of addressing the question of the functioning of the market and the mechanism for setting the price of cocoa, the need for a reform of the sector for greater transparency and the importance of setting up a traceability system with a robust, credible and transparent control mechanism.** On all these priority subjects for civil society, this roadmap mentions concrete actions and lays the foundations for a sustainable cocoa sector.

We note that the issue of price and market functioning is the first action point of the roadmap. In addition, the establishment of two working groups to reflect on the technical aspects of these two crucial subjects is for us an important signal and shows both a real collective awareness and a desire to act concretely and together for a sustainable cocoa sector. However, we remain vigilant as to the composition of these working groups, which we hope will be participatory, inclusive and transparent. **Concretely, we call for an equitable and fair number of representatives of the various stakeholders while drawing attention to the absolute necessity of having representatives of national civil society and small producers in these working groups.**

We also welcome the continuation of the policy dialogue on sustainable cocoa launched in February 2021 in Côte d'Ivoire with the involvement of all stakeholders. The continuation of this political dialogue is more than necessary. But, if we recognize the interest of this exchange framework, **we nevertheless call for a reorganization and an appropriate working methodology so as to allow technical subjects to be addressed in depth. The appropriate model for us remains the model of the**

working groups set up as part of the VPA FLEGT negotiation process between Côte d'Ivoire and the European Union.

On traceability, we would have preferred this moment of collective reflection to be an opportunity to bring out an independent entity in charge of the subject. But we note that the update on governance, if implemented, would achieve greater transparency regardless of the actor in charge of setting up and monitoring the traceability system. **We recommend the development of a specific annex relating to transparency, similar to annex ten (X) of the VPA FLEGT relating to the information and documents to be made public.**

Finally, we welcome the principle of setting up a mechanism to monitor the progress of the implementation of this roadmap. **However, we would like a half-yearly evaluation to be put in place to allow better monitoring.**

Since January 2021, following the launch of the political dialogue between Côte d'Ivoire and the European Union, civil society organizations and professional agricultural organizations have undertaken to make their constructive contribution to the dialogue. We are determined to continue in this process.

However, it is important to remember that small producers expect a lot from these discussions, which are a ray of hope for the cocoa sector in Côte d'Ivoire. The desire to produce cocoa without deforestation or child labor and providing a decent income to producers is an integral part of good practice within communities in rural areas. Some producers, thanks in particular to the awareness of civil society, private sector initiatives and various support, have engaged in agroforestry programs and the creation of private and/or community forests. **We ask that this momentum be accompanied in a concrete way and on a scale with technical and financial support for producers and civil society to make this transition to sustainable cocoa a reality.**

Contacts:

Pauline ZEI, Director of INADES Formation Côte d'Ivoire, responsible for the platform of NGOs and Farmers' Organisations for sustainable cocoa: pauline.zei@inadesfo.net

Bakary TRAORE, Executive Director of IDEF, head of the civil society working group on transparency in the cocoa sector: bakary.traore@ongidef.org